

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 781)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli Affari Esteri**

(ANDREOTTI)

di concerto col **Ministro del Tesoro**

(GORIA)

col **Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste**

(PANDOLFI)

e col **Ministro del Commercio con l'Estero**

(CAPRIA)

(V. Stampato Camera n. 1227)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 30 maggio 1984

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 5 giugno 1984*

Ratifica ed esecuzione dei protocolli del 1983 relativi ad una
ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano del
1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980,
aperti alla firma a Washington dal 4 aprile al 10 maggio 1983

DISEGNO DI LEGGE**Art. 1.**

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i protocolli del 1983 relativi ad una ulteriore proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington dal 4 aprile al 10 maggio 1983.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, all'articolo 9 e all'articolo IX dei protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 22.000 milioni in ragione di anno, si provvede con le disponibilità del capitolo 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1984 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi, a valere sulle assegnazioni per l'aiuto pubblico a favore dei Paesi in via di sviluppo, di cui alla legge 3 gennaio 1981, n. 7.

Art. 5.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

PROTOCOLES DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971 ET DE LA CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980 CONSTITUANT L'ACCORD INTERNATIONAL SUR LE BLÉ DE 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considerant que l'Accord international sur le blé a été révisé, renouvelé ou prorogé à plusieurs reprises depuis 1949,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts – la Convention sur le commerce du blé de 1971, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980, d'autre part, qui ont été toutes deux prorogées par Protocole en 1981 – prend fin le 30 juin 1983,

A établi les textes des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980.

PROTOCOLE DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION
DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogée à nouveau par Protocole en 1981, vient à expiration le 30 juin 1983,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1986, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1986, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1^{er} juillet 1983:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(Définition).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « gouvernement » ou des « gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(Dispositions financières).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre de voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole, toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 4 avril 1983 au 10 mai 1983 inclus, à la signature des gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par le Protocole de 1981,

ou provisoirement considérés comme étant parties a celle-ci, au 1^{er} décembre 1982, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés dans l'annexe A ou dans l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 30 juin 1983, à l'adhésion du gouvernement de tout membre énuméré à cette date dans les annexes A ou B de la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 30 juin 1983, à l'adhésion du gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés dans les annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe approprié.

ARTICLE 8.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Tout autre gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1983 si, au 30 juin 1983, des gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui auraient détenu ces pourcentages de voix respectifs le 30 juin 1983 s'ils avaient été parties à la Convention à cette date, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire.

ARTICLE 10.

(Notification par le gouvernement dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçus conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(Copie certifiée conforme du Protocole).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chaque partie signataire et adhérente ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

PROTOCOLE DE 1983 PORTANT NOUVELLE PROROGATION DE LA CONVENTION
RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogée par Protocole en 1981, vient à expiration le 30 juin 1983,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protoco-

le jusqu'au 30 juin 1986, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1986, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1983:

- a) article XII;
- b) article XVII;
- c) paragraphe 1 de l'article XVIII.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

Aux fins de l'application de la Convention, telle qu'elle a été prorogée par le présent Protocole, tout membre qui aura adhéré audit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII de ce Protocole sera réputé figurer au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VIII du présent Protocole.

ARTICLE IV.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 4 avril 1983 au 10 mai 1983 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention.

ARTICLE V.

(Dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire du présent Protocole.

ARTICLE VI.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformé-

ment à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire établi en vertu de la Convention (dénommé ci-après « le Comité ») peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE VII.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE VIII.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III de la Convention qui n'a pas signé le présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1983, étant entendu que le Comité pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Lorsque le présent Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IX du présent Protocole, il sera ouvert à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, aux conditions que le Comité jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3. Tout gouvernement adhérant au présent Protocole en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE IX.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1983, si, au 30 juin 1983, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention ont déposé des instruments de ratification,

d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'il entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(Durée).

Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1986 inclus, sous réserve que le Protocole de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusqu'à cette date incluse.

ARTICLE XI.

(Textes faisant foi).

Le textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du depositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

ARTICLE XII.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1983 portant nouvelle prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date qui figure en regard de leur signature.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B.: *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei protocolli, fra cui quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

PROTOCOLLI DEL 1983 RECANTI NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971 E DELLA CONVENZIONE RELATIVA ALL'AUTO ALIMENTARE DEL 1980, CHE COSTITUISCONO L'ACCORDO INTERNAZIONALE SUL GRANO DEL 1971.

PREAMBOLO

La conferenza riunitasi per stabilire i testi dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971,

considerando che l'accordo internazionale sul grano è stato riveduto, rinnovato o prorogato a più riprese dal 1949,

considerando che l'accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti — la convenzione sul commercio del grano del 1971 e la convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, nuovamente prorogate mediante protocollo del 1981 — giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

ha concordato il testo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980.

PROTOCOLLO DEL 1983 RECANTE NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I governi parti contraenti del presente protocollo,

considerando che la convenzione sul commercio del grano del 1971 (in appresso denominata « convenzione ») facente parte dell'accordo internazionale sul grano del 1971, che è stata prorogata nuovamente mediante protocollo nel 1981, giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e denuncia della convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo 2 del presente protocollo, la convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesi-

mo fino al 30 giugno 1986, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo internazionale sul grano entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1986, il protocollo in causa rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1983:

- a) paragrafo 4 dell'articolo 19,
- b) articoli da 22 a 26 incluso,
- c) paragrafo 1 dell'articolo 27,
- d) articoli da 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente protocollo, di un « governo » o di « governi » vale anche per la Comunità economica europea (in appresso denominata « la Comunità »). Pertanto, qualsiasi menzione nel presente protocollo della « firma » o del « deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un governo vale, nel caso della Comunità, anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria a nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente protocollo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 1, lettera b), del medesimo viene fissata dal Consiglio in funzione del numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo restante della campagna agricola in corso; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori per la campagna agricola in corso non sono modificate.

ARTICOLO 5.

(Firma).

Il presente protocollo sarà aperto, a Washington, dal 4 aprile 1983 al 10 maggio 1983 incluso, alla firma dei governi dei paesi che sono parti contraenti della convenzione prorogata nuovamente dal protocollo del 1981 e che sono provvisoriamente considerati parti contraenti di quest'ultima alla data del 1° dicembre 1982, o che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica e che figurano nell'allegato A o nell'allegato B della convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il governo degli Stati Uniti d'America entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1. Il presente protocollo sarà aperto:

a) fino al 30 giugno 1983 all'adesione del governo di ogni membro elencato a tale data negli allegati A o B della convenzione, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data;

b) dopo il 30 giugno 1983 all'adesione del governo di ogni membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, alle condizioni che il Consiglio riterrà opportune, a maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2. L'adesione avviene mediante deposito di uno strumento di adesione presso il governo degli Stati Uniti d'America.

3. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della convenzione e del presente protocollo, dei membri elencati negli allegati A o B della convenzione, ogni membro il cui governo abbia aderito alla convenzione alle condizioni prescritte dal Consiglio

ovvero al presente protocollo conformemente al paragrafo 1, lettera b), del presente articolo sarà ritenuto indicato nell'allegato relativo.

ARTICOLO 8.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo. Anche ogni altro governo che soddisfi alle condizioni necessarie per la firma del presente protocollo o la cui richiesta di adesione sia stata approvata dal Consiglio può depositare, presso il governo degli Stati Uniti d'America, una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni governo che depositi tale dichiarazione applica il presente protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO 9.

(Entrata in vigore).

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1983 se, entro il 30 giugno 1983, dei governi rappresentanti i membri esportatori che detengono almeno il 60 per cento dei voti di cui all'allegato A e rappresentanti i membri importatori che detengono almeno il 50 per cento dei voti di cui all'allegato B o che avrebbero detenuto tali percentuali rispettive di voti il 30 giugno 1983 se fossero stati parti contraenti della convenzione a tale data avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria in conformità degli articoli 6, 7 e 8 del presente protocollo.

2. Se il presente protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazione di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore tra i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(Notifiche da parte del governo depositario).

Il governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di governo depositario, notificherà a tutti i governi firmatari ed aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria del presente protocollo ed ogni adesione, nonché ogni notifica e

preavviso ricevuti in conformità dell'articolo 27 della convenzione, ed ogni dichiarazione e notifica ricevute in conformità dell'articolo 28 della convenzione.

ARTICOLO 11.

(Copia certificata conforme del protocollo).

Al più presto dopo l'entrata in vigore del presente protocollo, il governo depositario invierà una copia certificata conforme di detto protocollo, nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento del presente protocollo sarà parimenti comunicato al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(Rapporti tra il preambolo e il protocollo).

Il presente protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

I testi del presente protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati presso il governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti, nonché al segretario esecutivo del Consiglio.

PROTOCOLLO DEL 1983 RECANTE NUOVA PROROGA DELLA CONVENZIONE
RELATIVA ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1980.

Le parti contraenti del presente protocollo, considerando che la convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, in appresso denominata «la convenzione», facente parte dell'accordo internazionale sul grano del 1971, che è stato prorogato mediante protocollo del 1981, giunge a scadenza il 30 giugno 1983,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e denuncia della convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo II del presente protocollo, la convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1986, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1986, il presente protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1983:

- a) articolo XII,
- b) articolo XVII,
- c) paragrafo 1 dell'articolo XVIII.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

Ai fini dell'applicazione della convenzione qual è stata prorogata dal presente protocollo, ogni membro che avrà aderito al medesimo conformemente al suo articolo VIII sarà considerato come indicato nell'articolo III, paragrafo 3 della convenzione, con il contributo minimo che gli sarà stato assegnato conformemente alle disposizioni pertinenti dell'articolo VIII del presente protocollo.

ARTICOLO IV.

(Firma).

Il presente protocollo sarà aperto a Washington, dal 4 aprile 1983 al 10 maggio 1983 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione.

ARTICOLO V.

(Depositario).

Il governo degli Stati Uniti d'America è il depositario del presente protocollo.

ARTICOLO VI.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il comitato dell'aiuto alimentare istituito a norma della convenzione (in appresso denominato « comitato ») può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO VII.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo. Esso applica tale protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO VIII.

(Adesione).

1. Il presente protocollo è aperto all'adesione di ogni governo di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione che non abbia firmato detto protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che il comitato può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data.

2. Quando il presente protocollo sarà entrato in vigore conformemente al disposto del suo articolo IX, esso sarà aperto all'adesione di ogni governo diverso da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione, alle condizioni che il comitato riterrà opportune. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

3. Ogni governo aderente al presente protocollo a norma del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente protocollo, in attesa del deposito del suo strumento di adesione. Esso applica il presente protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO IX.

(Entrata in vigore).

1. Il presente protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1983 se, entro il 30 giugno 1983, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della convenzione avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria, sempreché sia in vigore il protocollo del 1983 recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

2. Se il presente protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere all'unanimità che esso entrerà in vigore tra di loro, sempreché sia in vigore il protocollo del 1983 recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca, ovvero potranno adottare qualsiasi altra misura che a loro parere la situazione richieda.

ARTICOLO X.

(Durata).

Il presente protocollo resterà in vigore fino al 30 giugno 1986 incluso, sempreché resti in vigore fino a tale data inclusa il protocollo del 1983, recante nuova proroga della convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

ARTICOLO XI.

(Testi facenti fede).

I testi del presente protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi del depositario, che ne invierà copie certificate conformi a tutti i governi firmatari ed aderenti.

ARTICOLO XII.

(Rapporti tra il preambolo e il protocollo).

Il presente protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1983 recanti nuova proroga della convenzione internazionale sul commercio del grano del 1971 e della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'accordo internazionale sul grano del 1971.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.